

**Commissaire aux comptes**

Jacques FRAYSSE  
Hakim BELHABCHI  
Julien FRAYSSE

**ASSOCIATION GDAAF**

**4 Impasse des Caroubiers**

**Les Terrasses de la Prade B**

**11 000 CARCASSONNE**

-----

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2024**

**Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,**

**I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association GDAAF** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II. Fondement de l'opinion**

**1) Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**2) Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1er janvier 2024** à la date d'émission de notre rapport.

### **III. Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le résultat des activités sous contrôle des tiers financeurs qui aura une incidence sur le financement des administrateurs de contrôle pour les exercices ultérieurs.

### **IV. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les notes de l'annexe exposent la constitution d'une provision pour indemnité de départ à la retraite d'un montant de 8 804 euros.

Une provision réglementée pour financement du BFR de 45 000€.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **V. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Conseil d'Administration**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre, il :

- Identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.  
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.  
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CARCASSONNE.

Le 28 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes  
FB AUDIT LEGAL SARL

Hakim BELHABCHEN



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement	7 722	614	7 108		7 108	
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	5 244	5 244		2 438	2 438	100.00
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	24 558	18 226	6 333	4 194	2 139	51.01
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	2 782		2 782	2 782		
	<b>Total I</b>	40 307	24 083	16 223	9 415	6 809	72.32
Comptes de Régularisation	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 547	1 539	9 008	4 226	4 782	113.15
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	97 750		97 750	62 107	35 643	57.39
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	115 053		115 053	28 083	86 971	309.70
	Charges constatées d'avance (2)	8 297		8 297	893	7 404	829.15
	<b>Total II</b>	231 648	1 539	230 108	95 309	134 800	141.43
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		271 954	25 623	246 332	104 723	141 608	135.22

(1) Dont à moins d'un an  
(2) Dont à plus d'un an

ATTENTION : RESULTAT BILAN diffèrent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	37 951	37 951		
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	81 752	19 734	62 018	314.27
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	126 822	62 018	188 840	304.49
	Situation nette (sous total)	83 021	43 801	126 822	289.54
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	1 676		1 676	
	Provisions réglementées	45 000		45 000	
	Total I	129 697	43 801	173 498	396.11
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges	8 644	6 804	1 839	27.03
	Total III	8 644	6 804	1 839	27.03
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	26 568	19 260	7 308	37.94
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	77 763	102 919	25 157	24.44
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	3 660	19 540	15 880	81.27
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
Ecart de conversion passif (V)	Total IV	107 991	141 720	33 729	23.80
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	246 332	104 723	141 608	135.22

ATTENTION : RESULTAT BILAN diffèrent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an 107 991  
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	195 248	215 869	20 621	9.55
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	708 561	667 213	41 348	6.20
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 223	12 891	4 668	36.21
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits		1	1	100.00
<b>Total I</b>	<b>912 031</b>	<b>895 973</b>	<b>16 058</b>	<b>1.79</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	210 279	242 893	32 614	13.43
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	22 516	37 842	15 327	40.50
Salaires et traitements	432 815	523 287	90 472	17.29
Charges sociales	117 396	154 126	36 730	23.83
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 909	2 634	1 275	48.40
Dotations aux provisions	410	1 917	1 507	78.62
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	2 977	1 060	1 917	180.78
<b>Total II</b>	<b>790 300</b>	<b>963 759</b>	<b>173 459</b>	<b>18.00</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>121 731</b>	<b>67 785</b>	<b>189 516</b>	<b>279.58</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

ATTENTION : RESULTAT BILAN diffère RESULTAT COMPTE DE RESULTAT



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	61	51	10	18.71
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	61	51	10	18.71
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	61	51	10	18.71
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	121 792	67 734	189 526	279.81
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	47 358	7 169	40 188	560.56
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 462	1 689	1 773	104.99
Total V	50 820	8 858	41 961	473.70
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	789	2 932	2 143	73.08
Sur opérations en capital		210	210	100.00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	45 000		45 000	
Total VI	45 789	3 142	42 647	NS
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	5 030	5 716	686	12.00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	962 911	904 883	58 029	6.41
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	836 089	966 901	130 811	13.53
5. EXCEDENT OU DEFICIT	126 822	62 018	188 840	304.49

ATTENTION : RESULTAT BILAN diffèrent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Départ de la responsable de secteur Madmae Vanessa LARIO par rupture conventionnelle.

Convention de direction "fonction support" avec l'association UDAF.

Une convention a été signée avec la CAF de l'Aude pour une aide exceptionnelle pour reconstituer le fonds de roulement pour un montant de 45.000€.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Rien à signaler

### - REGLES ET METHODES COMPTABLES -

#### Principes et conventions générales

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements de l'autorité des normes comptables.

L'Association a arrêté ses comptes en respectant :

- le Règlement n° 99-03, relatif à la réécriture du plan comptable général et pris en compte le règlement du n° 99-01, relatif au plan comptable des associations et des fondations,
- l'avis n° 2007-05 du 4 mai 2007 de l'ANC relatif au plan comptable des établissements sanitaires et sociaux à but non lucratif,
- les principes comptables prévus par l'article R 314-81 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) pour les comptes administratifs des établissements sociaux et médicaux-sociaux,
- Arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaire et comptables applicables aux Etablissements sociaux et médicaux-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires,
- le décret n° 2008 -1500 du 30 décembre 2018 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et sociaux-médicaux,
- le Règlement ANC 2014-03, modifiant le règlement n°99-03
- le Règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, il s'agit en 2020 de la première année d'application de ce Règlement. Il a été relevé quelques modifications non significatives dans la présentation des lignes du bilan et du compte de résultat sur les postes 706.

Les comptes administratifs des établissements, établis selon les principes comptables prévus par l'article R 314-81 du Code CASF, ont été retraités afin

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

d'obtenir les comptes sociaux conformes au règlement susvisé.  
Le bilan de l'exercice présente un total de 245 650 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 962 230 euros et un total charges de 791 090 euros, dégageant ainsi un résultat de 171 140 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024.  
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation, conditionnée à la poursuite des versements sur l'exercice 2024 par les financeurs.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- Indépendance des exercices

La méthode de base de retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La première application du Règlement ANC n° 2018-06 constitue un changement de méthode comptable selon les dispositions du PCG. Aucun impact n'est à constater de cette première application du Règlement dans les comptes 2022 de l'association à l'exception des dépenses refusées (compte 1142) ou non opposables aux tiers financeurs (comptes 116) qui ont été reclassées dans la rubrique des résultats sous contrôle de tiers financeurs (comptes 115) (Tableau de suivi des fonds propres).

### Informations générales complémentaires

Description de l'objet social de l'entité

Le GDAAF s'engage à défendre les intérêts matériels et moraux des familles et a pour objet d'organiser, de gérer, de développer dans le département, l'aide aux familles par l'intervention :  
- des travailleuses familiales dont le recrutement, la formation, l'encadrement sont conformes à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 9 mai 1949, modifié en septembre 1965.  
- ainsi que par l'intervention de TISF qui ont validé un diplôme d'état conformément à l'arrêté du 25 Avril 2006.  
- et de personnels formés, en vue de répondre à la diversité des besoins des familles et des personnes.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le GDAAF a pour finalité d'accompagner les familles vers l'autonomie, de les soutenir dans leur fonction parentale et de prévenir les difficultés familiales. Il assure également un rôle de protection de l'enfance.

1- Le service TISF du GDAAF

- Missions de Prévention (CAF, MSA, PMI)
- Missions de Protection de l'enfant (ASE, AEMO)
- Interventions TISF à domicile ou en lieu neutre

Le service est autorisé au titre des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux sur l'ensemble du département de l'Aude, mais elle concentre historiquement son activité sur l'Ouest du Département (Carcassonne, Castelnaudary, Limoux-Haute Vallée).

2- Plateforme AAD

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- Aide à domicile (délégation de service - CAF)
- Missions de prévention CAF (AVS) : Périnatalité, Dynamique familiale, Rupture familiale, Inclusion
- Sous-traitance des missions à 9 structures AVS
- sur l'Ouest du Département (Carcassonne, Castelnaudary, Limoux-Haute Vallée).

### 3- La Maison de la Famille (MDF)

- Espace d'information familles
- Lieu ressource pour les professionnels partenaires
- Facilitateur d'expérimentations et de projets innovants sur 108 communes Audoises avec pour objectif une MDF itinérante.

Description des moyens mis en oeuvre

Moyens matériels et Dynamique RH

13 véhicules en location (13 Peugeot 208)  
3 Locaux en location (Carcassonne, Castelnaudary, Limoux)  
PC, Smartphones, cartes carburant pour tous les salariés d'intervention  
Serveur avec maintenance informatique  
Gestion de 212 dossiers familles  
Outils de pilotage interne  
Formation  
Analyse des pratiques professionnelles  
Professionnalisation des " écrits "

19 Salariés :

- Un Directeur par interim
- 1 Responsable de secteur
- 12 TISF (dont 1 CDD)
- 1 secrétaire
- 1 comptable
- 1 agent d'entretien
- 1 Coordinatrice pour la MDF
- 1 Agent d'accueil pour la MDF

## - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	TOTAL		7 722
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	7 682	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		19 124	5 434
	TOTAL	19 124	5 434
Prêts, autres immobilisations financières		2 782	
	TOTAL	2 782	
TOTAL GENERAL		29 589	13 156

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement	TOTAL			7 722	7 722
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL		2 438	5 244	5 244
Matériel de bureau et informatique, Mobilier				24 558	24 558
	TOTAL			24 558	24 558
Prêts, autres immobilisations financières				2 782	2 782
	TOTAL			2 782	2 782
TOTAL GENERAL			2 438	40 307	40 307

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement	TOTAL		614		614
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	5 244			5 244
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		14 931	3 295		18 226
	TOTAL	14 931	3 295		18 226
TOTAL GENERAL		20 174	3 909		24 083
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ.	TOTAL	614			
Matériel de bureau informatique mobilier		3 295			
	TOTAL	3 295			
TOTAL GENERAL		3 909			

ATTENTION : RESULTAT BILAN différent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions réglementées		45 000			45 000
TOTAL		45 000			45 000

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	6 804	1 839			8 644
Autres provisions pour risques et charges		28 991	28 991		
TOTAL	6 804	30 830	28 991		8 644

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	2 969	1 539	2 969		1 539
TOTAL	2 969	1 539	2 969		1 539
TOTAL GENERAL	9 773	77 369	31 960		55 183
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		410 45 000			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	2 782	2 782	
Clients douteux ou litigieux	1 539	1 539	
Autres créances clients	9 008	9 008	
Personnel et comptes rattachés	1 015	1 015	
Divers état et autres collectivités publiques	758	758	
Débiteurs divers	95 977	95 977	
Charges constatées d'avance	8 297	8 297	
TOTAL	119 377	119 377	

ATTENTION : RESULTAT BILAN différent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	26 568	26 568		
Personnel et comptes rattachés	38 548	38 548		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 429	35 429		
Autres impôts taxes et assimilés	3 786	3 786		
Autres dettes	3 660	3 660		
TOTAL	107 991	107 991		

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	87 716
Total	87 716

- Dont :
- Budget MDF 66.182€ pour l'année 2024
  - Solde CAF AES et TISF 10459.63€

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 023
Dettes fiscales et sociales	52 852
Total	57 875

dettes congés payés charges comprises

ATTENTION : RESULTAT BILAN diffèrent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

### - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

#### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3384 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11

### - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

#### Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

La provision pour engagement retraite s'élève à 8.643 € au 31 décembre 2024.